

Panel 3 : Les dimensions économiques du développement

UNE AUTRE HAÏTI EST POSSIBLE APRÈS LE 12 JANVIER 2010

INTRODUCTION

L'organisation *Fanm Deside*, est depuis sa création en 1989, et plus que jamais depuis que c'est éteinte la voix d'une de ses principales accompagnatrices **Magalie Marcelin** sous les décombres du Bel Air, lors du séisme meurtrier du 12 Janvier 2010, décidée à poursuivre un combat éminemment politique au sein du mouvement contemporain des organisations de femmes d'Haïti, pour revendiquer à tous les niveaux et dans toutes les sphères économiques, la construction du matrimoine de la nation, et par là, la prise en compte des besoins immédiats des femmes en matière de développement économique intégral, plus particulièrement pour la reconnaissance de « *ladrès fanm* » elles sont laissées pour compte :

- ✓ **Du parc industriel** de la capitale et des zones franches tant prisée par la **loi Hope** - dispositif qui, en 2008 n'avait créé que 3000 des 100 mille emplois escomptés ;
- ✓ **Du travail domestique** qui jusqu'à tout récemment – n'était-ce les propositions de loi des féministes appropriées par les fonctionnaires du MCFDF, n'avait pas obtenu le statut de travailleuses à part entière par le vote du parlement haïtien en juin dernier;
- ✓ **Du secteur informel** concentrant le capital humain le plus laborieux du pays : les *Madan Sarah*, petites entrepreneures, commerçantes, marchandes, pacotilleuses ;
- ✓ **Du monde rural** ou évolue 62% de la population, au sein desquelles produisent les agricultrices, et paysannes chères au plaidoyer mené par **Anne Marie Coriolan**;

Ces « sous secteurs économiques » hautement féminisés, attestent de tous les maux dénotant du phénomène de la féminisation de la pauvreté en Haïti. Le visage du capital humain opérant derrière les rideaux de fer de ces espaces économiques, a été mis à nu par **Mireille Neptune-Anglade**, malheureusement disparue dans les décombres, et analysé pour la valeur de ses apports dans l'économie nationale dans son livre « *L'autre moitié du développement* ». ; il n'est autre que celui des « *fanm potomitan* » sur qui continue de reposer la **survie de plus de 80% des ménages de la nation dont 48 % sont constituées de familles monoparentales gérées par des Cheffes de famille, survivant avec moins de 2 US \$/ Jr.**

Forte de mes racines territoriales au sein du **Réseau des Femmes du Sud Est** d'Haïti, je joins la voix de **FDJ** depuis 2002 à celles de mes consœurs des organisations féministes fondatrices de la **Coordination Nationale pour le Plaidoyer des Droits des Femmes (CONAP)** pour mieux articuler aux niveaux national, régional et international, la dimension politique des termes des problématiques confrontées par 52% des forces vives de la nation. En tant que plateforme défenderesse des intérêts stratégiques des femmes en

matière d'un développement humain équitable, basé sur la justice sociale et se référant à la protection de groupes vulnérables dont elles ont la charge physique, économique et sociale (les enfants et les personnes âgées), comme l'a toujours dit **Myriam Merlet** la rebelle, nous nous positionnons comme actrices, à la fois vecteurs et avocates d'un changement radical des relations sociales de sexe se référant à une vision d'un monde qui tourne plus juste, avec des relations humaines égalitaires et respectueuses de l'environnement. Aujourd'hui ces voix plurielles se conjuguent avec celles des mouvements sociaux progressistes du pays pour clamer haut et fort, lors de la tenue des différentes rencontres internationales, que la reconstruction économique du pays ne peut être conçue en dehors de la participation directe et active des femmes et des hommes qui y produisent les richesses tout en demeurant exclues de leur jouissance.

CONTEXTE

Avant le 12 janvier 2010, la problématique du développement économique constituait un défi sociopolitique de taille pour la construction d'un véritable État de droit et la conduite d'un processus démocratique inclusif. Haïti est une société dans laquelle les forces vives ont été maintenues dans une situation de **marginalisation sociale** chronique.

Une « *minorité utile* » accaparant les espaces de **pouvoir politique** et opérant au sein des **cercles de décisions économiques** concentrés dans la métropole de Port au Prince, au détriment des droits économiques sociaux et culturels de l'ensemble des citoyens et des citoyennes, selon un **modèle capitaliste patriarcal** érigé sur la **subordination et la domination des femmes et des groupes réputés vulnérables** et fondé sur **l'exclusion et la surexploitation des classes laborieuses**. Face à cette exclusion structurelle des populations, les organisations de travailleurs et travailleuses, associations de producteurs et productrices, regroupés au sein du peuple revendicatif depuis l'éclosion du mouvement démocratique post 86, n'ont eu cesse de réclamer la pleine jouissance de leurs droits constitutionnels consignés dans la nouvelle constitution de 1987, en matière de démocratie participative par voie de **décentralisation des services sociaux de base par l'appareil d'État et de création d'une économie sociale et solidaire**. Dans un tel contexte, le schéma traditionnel dichotomique du « *pays en dehors* » versus la « *république de Port au Prince* », se révélait un frein historique à toute velléité de **participation citoyenne**, incapable de capitaliser sur les **apports de la diaspora**, de valoriser les potentiels **d'investissement du secteur privé endogène**, de promouvoir la **production nationale**, voire de **négoier en toute souveraineté avec la communauté internationale les termes du développement économique du pays dans l'intérêt de la nation**.

À la veille du séisme, à l'instar de la **crise politique**, la **précarité d'une économie politique périphérique, dépendante, élitiste, machiste et extravertie**, la **dégradation**

de l'environnement humain était vérifiable au niveau de tous les indices économiques et devenu, en 35 secondes obsolètes.

Qui pis est, cette situation endémique avait été exacerbée par une combinaison de facteurs conjoncturels et structurels d'ordre divers, le plus probant étant :

✓ les conséquences induites du **passage successif de 4 cyclones** en 2008, causant plus d'un millier de morts et **détruisant les principales infrastructures économiques**, avec comme conséquence notoire, l'aggravation de la **vulnérabilité environnementale du pays**, et la **décapitalisation du secteur agricole** avec une **crise alimentaire** sans précédent. Exemple : manque de denrées, augmentation des prix des produits, importation de la République Dominicaine des produits comme : noix de coco, bananes, œufs ...

Suite au 12 janvier écoulé, l'impact dévastateur du séisme accuse des pertes **économiques incommensurables sur la situation économique des ménages, compromettant le bien être de plusieurs générations**. Au-delà des constats au lendemain de la première semaine d'entre aide de proximité qui a permis de sauver des dizaines, voire des centaines de vies et à des sinistrés – es de recevoir les premiers secours d'urgence citoyens et de la diaspora, il reste et demeure qu'à chaque jour, les déplacés –es internes en provenance des zones touchées par le tremblement de terre tendent à augmenter les populations de la province en dehors de l'aire atteinte par le séisme, où il est reporté que le nombre moyen de personnes par famille serait passé de 5 à 7 depuis le 12 Janvier. Les réserves des exploitations agricoles, déjà maigres ne suffisent bien évidemment pas à assurer la sécurité alimentaire des communautés – déjà en 2009, la sous-alimentation touchait près de la moitié de la population avec une prévalence en milieu rural. ***Dans une telle situation, les enfants, les personnes âgées, les personnes vivant avec des incapacités et les femmes sont beaucoup plus vulnérables et ces dernières sont sujettes à toutes formes de violences, d'exploitations et d'agressions sexuelles.***

VISION ET POSITIONNEMENT

Aujourd'hui le tremblement de terre su 12 janvier exige la mise en place d'un processus visant à redéfinir un nouveau projet pour notre pays. Nous devons **rompre avec**

✓ **la dynamique d'exclusion**, condition essentielle pour toute intégration basée sur la justice sociale et visant le renforcement de la cohésion nationale - Ceci implique l'invention d'un nouvel État où nous devons sortir :

✓ **d'une relation de dépendance** structurelle face aux pays impérialismes mais aussi sortir de la soumission presque totale d'une grande partie de la classe politique traditionnelle affichant une rare servilité.

✓ **Sortir d' un modèle de croissance hyper concentré, extraverti, anti-paysan et antinational** axé sur la surexploitation des couches populaires par la migration massive forcée ou par les salaires de misère, pour construire un modèle de croissance qui repose sur l'agriculture, l'agro-industrie tournée vers la satisfaction des besoins prioritaires du marché national en répondant à nos besoins alimentaires et énergétiques - Un modèle économique en rupture avec la logique de rente et de spéculation et tourné vers la production de richesses, la valorisation de notre culture nationale et la récupération de notre capital boisé. Nous devons revoir :

✓ **nos rapports de propriété** permettant de développer les espaces publics, les biens sociaux et le rapport au collectif, de redéfinir le rôle et le fonctionnement de l'État.

En ce sens, par notre voix décidée, et à jamais respectueuse des idéaux défendus par nos consœurs disparues, Fanm Deside avec son slogan « **Se Batay Fanm Kap Chanje Kondisyon Fanm** » se déclare aujourd'hui à Ottawa, incorruptible partisane d'un modèle économique de société inspirée des valeurs féministes de solidarité, d'égalité, de liberté et de justice sociale. Une autre Haïti est possible, avec la participation effective des citoyens et citoyenne. De ce fait on propose :

PROPOSITIONS ET PERSPECTIVES

✓ Le développement d'un nouveau modèle économique doit :

- Intégrer la **nouvelle technologie** en tenant compte de **l'économie solidaire et de l'équité de genre**
- **Réorienter les services sociaux de base** (secteurs santé publique et éducation) **en fonction des besoins des groupes vulnérables**
- **Apporter l'appui technique et financier aux petits métiers et artisans** qui représentent une grande partie de la force de travail opérant dans les infrastructures de base et intégrant les besoins différenciés selon le sexe.
- réaliser une **réforme agraire qui incluse les femmes** dans les filières de la transformation et de la commercialisation végétale et animale, articulé à des programmes de **formation technique, entrepreneuriales et d'alphabétisation.**
- utiliser **l'approche participative dans le développement local** par la décentralisation des programmes et des décisions

✓ La mise en place de **programmes de formation aux sciences environnementales** adaptés à l'urgence de la situation avec une pédagogie qui tienne compte des traditions, et coutumes populaires du pays. Ce qui permettait :

- une meilleure prise en charge des problèmes environnementaux afin de **prévenir les catastrophes.**
- Il faut aussi faciliter les communications entre les différentes zones de production.

- ✓ Le développement de **partenariats public/privé** dans l'optique d'une **synergie entre les différents secteurs** de développement national
 - lutter contre le chômage, la féminisation et la juvénilisation de la pauvreté et utiliser le savoir faire de la diaspora.
- ✓ Le **renforcement des capacités de l'État** en matière de coordination de différents agents économiques, de coercition des normes opérationnelles et de contrôle des ONG
- ✓ La mise en place d'une **politique économique inclusive**, indexant, la **question migratoire** et la **protection des nationaux vivant à l'étranger** tout en tenant compte de la nécessité de remédier à la **perte des cerveaux**.

Sur ce, Je demande une minute de silence pour les plus de 200.000 âmes, cerveaux, force de travail, de la zone métropolitaine de Port au Prince, de ma Jacmel natale, de Petit et Grand Goâve, de Léogane, dont la mort endeuille toute la nation haïtienne à travers les 10 départements géographiques et la diaspora des quatre coins du monde.

Ottawa, 7 Avril 2001, Marie Ange Noel, Coordonnatrice, FANM DESIDE JAKMEL, MEMBRE DU COMITE DE COORDINATION DE LA CONAP